

## L'AFRIQUE ICI ET MAINTENANT

**Christian Coulon, Professeur émérite de science politique, IEP de Bordeaux (CEAN).**

**Congrès international d'analyse politique sur l'Afrique, à l'occasion du cinquantenaire du Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN, 1958-2008)**

**A la mémoire de mon ami et maître Bruno Etienne, ce petit texte qui n'est qu'une graine de cette belle et savoureuse grenade entrouverte de la connaissance dont il a su percer quelques-uns des secrets grâce à ce qu'il appelait une « anthropologie du proche dans les terres de l'ailleurs et du politiquement incorrect » ( *Une Grenade entrouverte*, Paris, Editions de l'Aube, 1999).**

Comment ne serais-je pas honoré et même ému de prononcer l'exposé inaugural de ce bel anniversaire ?

Je dois sans doute cette distinction à ma qualité d'ancien directeur du CEAN et de (jeune) retraité. Et l'on attend peut-être de moi un de ces exercices de rhétorique académique, rituel de tout colloque, qui consiste à parler de tout et de rien, à dire du bien de tout le monde, à montrer la pertinence du thème du colloque, bref à tenir des propos iréniques et convenus pendant que les retardataires s'installent au fond de la salle et que les officiels quittent l'estrade. Bref, une sorte de discours pour le discours, selon la méthode des sophistes, qui ne mange pas de pain et ne porte atteinte à rien et ni à personne et permet d'attendre que tout le monde soit là pour commencer vraiment le colloque.

Mais voilà le genre que je voudrais justement éviter. Je m'efforcerai plutôt de profiter de la liberté que me donne l'âge – je n'ai plus aucun enjeu dans ma carrière – pour poser quelques éléments de problématique, de discussion, voire de controverses, sur notre travail d'africanistes et sur le champ qu'il couvre dans les sciences humaines

et sociales, sur les politiques de recherche, sur les lieux et institutions où elles s'exercent (Bordeaux, le CEAN, en particulier).

Mais d'abord, je souhaiterais préciser ce que ne sera pas cette intervention :

1/ Elle ne sera pas vraiment une **conférence** au sens magistral et solennel du terme, pas une leçon, ou alors une conférence au sens étymologique, une discussion, un banquet d'idées simplement exposées, sans emphase ni langue de bois, dont vous ferez, bien entendu, ce que vous voudrez, une sorte d'apéritif pour exciter votre appétit, ce que l'on appelle en espagnol des *pinchos*, ces tapas tenus par une pique. Et il se pourrait bien, en effet, que parfois mes propos piquent, « fissent » comme nous dirions en occitan. Mais comme le proclame mon ami Montaigne : si la tempérance est de mise pour contenir l'esprit fougueux de la jeunesse, ceux qui sont en « envieillescence » doivent au contraire s'en garder par crainte de l'amollissement et se livrer voluptueusement aux excès.

Pas de conférence donc.

2/ Cette intervention ne sera pas non plus le **rendu d'une recherche particulière**. Depuis quelques temps je me suis mis au repos, ou plutôt je me suis tourné vers des travaux d'écriture qui m'éloignent de ma vocation première, même si ma longue implication africaniste m'a donné une sensibilité et un regard particuliers qui marquent ma façon d'explorer des thèmes et sujets qui échappent *a priori* au domaine africain, et même si je continue à suivre avec attention et à réagir aux travaux de mes doctorants et de mes collègues africanistes.

N'attendez donc pas des considérations sur mes recherches, mais simplement des réflexions sur mon expérience dans le monde des études africaines.

3/ Pas plus que des conclusions de recherche, mes propos ne seront un **éloge** du CEAN auquel je suis pourtant si attaché. Je ne vais donc pas vous dire la légende dorée de cette belle institution. Je ne vais pas vous conter ses mythes fondateurs, ni vous livrer ces petites anecdotes savoureuses sur la vie interne et secrète de notre équipe qui sont souvent incontournables dans les rituels de célébration..

Je ne serai donc pas le chantre béat du CEAN. Mais je soulignerai quand même ses acquis et ses perspectives d'avenir.

4/ Enfin, je précise que, contrairement à ce qu'attendent certains, je ne ferai pas une introduction au thème central du colloque, **penser la république**, bien que je trouve qu'il est particulièrement bien choisi parce qu'il nous change des habituelles conférences et séminaires sur la construction (ou la déconstruction) de la démocratie et de la société civile et qu'il me paraît avoir une portée heuristique et philosophique plus grande que ces thèmes un peu rabattus.

D'un point de vue philosophique, justement, je suis assez sensible à la démarche platonicienne selon laquelle il n'y a pas de république sans sagesse, et que celle-ci consiste à s'élever des choses sensibles aux idées, puis à se tourner des idées vers le monde. Je crois qu'il s'agit là d'une méthode analytique et politique qui est plus que jamais d'actualité et qui est universelle.

En ce qui me concerne, je me laisserai ici guider par ce beau concept de « républiques des idées », un peu comme Pierre Bayle, « le philosophe de Rotterdam » (1647-1706) – mais il était né dans le Sud-Ouest, en Ariège – parlait de « république des lettres », cette république qui consiste en la libre discussion et confrontation des idées, et entre celles-ci et la règle, la loi.

Cette démarche de la « république des idées », pourquoi ne pas s'en inspirer, non seulement pour débattre de nos recherches, mais aussi pour mettre en débat les politiques de recherche concernant l'Afrique et les institutions qui sont censées les mener à bien.

Ce temps de réflexion est d'autant plus nécessaire que nous vivons ici en France une époque de réforme de la recherche, un temps dans lequel les maîtres mots sont : performance, excellence, compétitivité, recomposition, regroupements, rentabilité, mais aussi économie de moyens. J'ai parfois le sentiment que dans cette affaire, pour reprendre une expression de Pascal, « l'esprit géométrique » prévaut sur « l'esprit de finesse ». Mais il est vrai, nous dit ce philosophe, que les deux sont nécessaire au bon raisonnement.

Face à cette agitation réformatrice, je poserai deux questions, ou plutôt deux inquiétudes :

- La première est que la pensée, les idées, la finalité de la recherche sont souvent évacuées ou marginalisées au profit d'une conception de la recherche en termes de management, d'efficacité, comme si la recherche n'était que fonctionnement. Cette critique vaut pour toutes les sciences et tous domaines de recherche, et pas bien sûr pour le seul domaine des études africaines.

- La deuxième, par contre concerne plus particulièrement le continent africain. Je me demande en effet si les études africaines ne risquent pas de faire les frais d'une telle conception, d'une telle obsession qui privilégie les secteurs de la société, les thèmes de recherche et les pays qui paraissent le plus en phase avec les idéologies libérales et les idées qu'elles se font de la modernité. D'où souvent un engouement pour l'Asie et ses « performances », alors que l'Afrique serait molle et statique. Nous voyons en effet chaque jour à quel point les clichés éculés sur l'Afrique « retardée » et « hors de l'histoire » font des ravages et risquent de condamner les recherches sur l'Afrique à la marginalité ou à n'être qu'un appendice exotique. Dans ces grandes configurations scientifiques que l'on cherche à mettre en place, l'Afrique aura-t-elle encore sa place ? En tous les cas je sais que ces questions agitent beaucoup notre équipe de recherche. La célébration d'aujourd'hui ne doit pas masquer ces inquiétudes. A ce que je sache, les grandes universités américaines, celles qui sont bien placées dans le fameux classement de Shanghai, loin de dissoudre leurs centres d'études africaines dans des structures et programmes globalisants ont, au contraire, choisi de les mettre en avant dans leurs perspectives d'avenir. Que cela nous fasse donc réfléchir.

Ces craintes ne signifient pas bien entendu qu'il ne faille pas bouger. Il revient aux études africaines et au CEAN de montrer leur pertinence, de prendre des initiatives, d'imaginer de nouvelles articulations avec d'autres secteurs de la recherche – il le fait déjà largement d'ailleurs. Mais ces développements ne doivent pas aboutir à sa perte de visibilité, ni à sa mise en dépendance au nom d'une politique aventureuse de rassemblement, pour faire masse et monter en force dans la compétition. Si je crois aux Provinces-Unies de la recherche, chacun sait ma réticence viscérale à son uniformisation et à sa centralisation. Comme Montesquieu, je crois que si les idées d'uniformité saisissent quelquefois les grands esprits elles frappent

infailliblement les moins grands, qui y voient une sorte perfection par la simplification<sup>1</sup>

Ce questionnement posé, et pour répondre au défi que nous pose la perspective de ces changements, je voudrais brièvement insister sur deux points qui me tiennent particulièrement à cœur.

**1/ L’Afrique doit être présente ici**, à Bordeaux, à L’IEP, à l’Université. Sans elle ces lieux et institutions ne seraient plus tout à fait les mêmes. Non seulement il y a ici toute une histoire ancienne et compliquée, avec l’Afrique, mais il y a aussi et surtout tout un mouvement, un dynamisme africaniste qui a joué un rôle majeur dans le développement des sciences humaines et sociales.

**2/ L’Afrique maintenant**, car je pense que plus que jamais nous avons besoin d’inclure l’Afrique dans notre horizon. Bien qu’elle ne soit pas aux avant-postes du capitalisme et qu’elle connaisse des drames, l’Afrique est loin d’être déconnectée ; elle fait partie des ces nouveaux mondes dont parle Marc Augé. De plus, nous avons besoin d’elle pour nous regarder nous-mêmes sans occidentalocentrisme. Non, l’Afrique n’est pas « une planète à part », comme le disait il y deux jours dans une interview à *Sud-Ouest*, notre collègue Jean-Pierre Chrétien.

## L’AFRIQUE ICI

Parler de l’Afrique ici, ne consiste pas dans mon esprit à reprendre à mon compte et à vous infliger un des beaux discours d’autosatisfaction qu’affectionnent tant un certain nombre de nostalgiques du Bordeaux d’antan sur les liens particuliers, privilégiés, existant entre notre cité et l’Afrique, un peu sur le mode de la Françafrique. D’une part, ce type de discours a tendance à occulter les réalités historiques, et d’autre part, il fige l’africanisme bordelais dans un mythe incantatoire peu propice à son dynamisme et à la compréhension des mouvements qui traversent l’Afrique du XXI<sup>e</sup> siècle. Ces discours circulaires ne disent d’ailleurs rien sur

---

<sup>1</sup> Montesquieu, *L’Esprit des lois*, chapitre XXXI, 18 : « Des idées d’uniformité ».

l’Afrique et relèvent de ce « long sommeil dogmatique » dont parle Achille Mbembe dans son livre *De la post-colonie*<sup>2</sup>.

Je crois qu’il vaut voir notre attache avec l’Afrique autrement. D’abord, il convient de réexaminer sous un angle critique cette histoire africaine de Bordeaux, de montrer son ambiguïté pour être mieux à même de la transformer.

Ensuite, il est nécessaire mettre en relief ce qui a bougé dans cette relation, ce qui s’est fabriqué de neuf pour dépasser ce poids assez lourd du passé. Et sur ce point la contribution du CEAN doit être évidemment soulignée.

Le passé africain de Bordeaux. Il y aurait beaucoup à dire sur cette question. Malheureusement, cette étude reste encore à faire. Et ce n’est pas un hasard si ces recherches ont du mal à se mettre en œuvre, tant pèse encore dans l’esprit bordelais l’idée que de tels travaux risqueraient de ternir l’image de notre ville. Ce n’est certainement pas un hasard, si le seul véritable ouvrage sur la traite négrière à Bordeaux est celui d’un historien nantais, Eric Saugera, et si celui-ci, à ma connaissance, n’a jamais été invité à présenter son livre dans nos enceintes universitaires ou académiques, à l’exception du CEAN, où d’ailleurs, sous l’impulsion de Christine Chivalon, des travaux comparatifs sont menés sur la construction de cette mémoire<sup>3</sup>. Je reconnais volontiers que peu à peu, grâce aux efforts des autorités locales et d’associations très impliquées dans cette affaire, Bordeaux se dégage de ce silence de bien entendu. Mais du chemin reste encore à faire pour que, comme à Nantes, « les anneaux de la mémoire » soient mis au grand jour de manière à interroger notre lien avec l’Afrique. Bordeaux ne peut être cette ville ouverte qu’elle entend être si elle ne prend pas à bras le corps la question de son passé. Il est urgent d’admettre cette histoire problématique, pour pouvoir la dépasser et la transformer en quête d’un nouveau dialogue avec l’Afrique<sup>4</sup>.

Dans ce travail critique sur la mémoire, nous devons aussi nous appuyer sur les penseurs à contre-courant, ceux qui avaient la pensée

---

<sup>2</sup> A.Mbembe, *De la Postcolonie. Essai sur l’imaginaire politique dans l’Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000.

<sup>3</sup> E. Saugera, *Bordeaux Port négrier*, Paris, Karthala, Biarritz, J.D Editions, 1995

<sup>4</sup> En ce mois de mai 2009 plusieurs salles consacrées à la traite négrière viennent d’être ouvertes au Musée d’Aquitaine.

libre, la parole vive et qui ne craignaient pas les débats d'idées. Car si Bordeaux fut un port négrier et une ville coloniale, elle fut aussi ce lieu où s'élabora une philosophie alternative et combative, celle qui marqua sa différence avec les idées dominantes de l'époque en stigmatisant l'intolérance et l'arrogance de l'Occident, en pourfendant les conquêtes impérialistes et leur cruauté. C'est toujours avec émotion que je lis quelques-unes de ces lignes terribles de Montaigne sur la conquête de ce nouveau monde :

*« Tant de villes rasées, tant de nations exterminées, tant de millions de peuples passés au fil de l'épée, et la plus riche et belle partie du monde bouleversée pour la négociation de perles et du poivre ! Viles victoires. Jamais l'ambition, jamais les inimitiés ne poussèrent les hommes les uns contre les autres à si horribles hostilités et calamités si misérables »* (*Les Essais*, Livre III, chapitre 6 : Des cochés)

Et d'ajouter que ce nouveau monde aurait bien pu « entrer en lumière quand le nôtre en sortira », mais qu'au lieu de le porter dans cette direction nous avons sans doute « hâté sa déclinaison et sa ruine par notre contagion » lui ayant « bien cher vendu nos opinions et nos arts ».

Je ne puis, non plus, résister à évoquer la figure de Montesquieu qui avec une ironie cinglante démonte et dénonce les doctrines légitimant la traite et l'esclavage, prenant à contre-pied les intérêts et les préjugés des grands armateurs et commerçants bordelais. Proclamant que « l'esclavage vient du mépris qu'une nation conçoit pour une autre fondé sur la différence des coutumes » et est opposé au droit civil comme au droit naturel, il raille l'idée même du *Code noir*, car dit-il, les lois civiles sont faites pour des êtres humains ; or, les esclaves n'étant pas considérés comme tels, étant hors de la société, ces lois ne les concernent pas. Ils peuvent donc fuir ou se révolter, à l'instar de Spartacus dont la guerre « était la plus la plus légitime qui ait jamais été entreprise »<sup>5</sup>.

L'analyse de Montesquieu donna lieu à Bordeaux à de nombreuses controverses et fut à l'origine de tout un courant abolitionniste dans lequel plusieurs députés girondins s'illustrèrent comme Armand

---

<sup>5</sup> Montesquieu, *L'Esprit des lois*, chapitre XV.

Genonné, membre actif de la Société des Amis des Noirs, particulièrement audacieux sur les questions coloniales. Il est dommage que cet homme politique visionnaire n'ait donné son nom qu'à une courte et étroite rue, derrière la place Gambetta, alors que certains des grands armateurs négriers bordelais, eux, se sont vus honorés par des cours et à des boulevards.

Mais la principale leçon qui me paraît devoir être retenue de ces penseurs peu conformistes, au-delà de la question de l'esclavage ou de l'impérialisme, c'est cette attention à l'Autre et à la diversité et cette capacité de distance par rapport à leur culture d'origine qui fonde un universalisme authentique ainsi qu'une approche comparative des sociétés qui n'ait pas pour référence la seule expérience occidentale. Jean Lacouture – lui-même héritier de cette tradition humaniste bordelaise –, dans un très beau petit livre, s'est appliqué à mettre en relief ce qui unit fondamentalement nos trois « M » bordelais (Montaigne, Montesquieu, Mauriac). Et ce lien profond, nous dit-il, et c'est le titre de son ouvrage, c'est « la raison de l'Autre » :

*« Différent de moi, oui, mais en quoi ? Et en quoi ai-je plus raison que lui parce que je suis là, habillé, logé, enseigné, endoctriné – et en politologue j'ajouterai gouverné – autrement. Ai-je raison contre le Persan étonné ? Contre les arguments du Marocain « protégé » ? Contre le discours de l'Indien ? Toujours l'Autre a quelque chose à me dire, et peut-être a-t-il la raison, peut-être même a-t-il raison<sup>6</sup>. »*

Voilà une belle façon d'entendre le monde, une belle manière aussi de formuler ce qui doit être le fondement philosophique nos recherches. Une autre façon de vivre cet esprit portuaire et cette attirance pour le voyage que celle de la trop équivoque « tradition africaine de Bordeaux ». Comme quoi, l'appel de notre bel estuaire vers le large peut conduire à d'autres aventures que celles qui consistent à nier l'Autre dans son humanité et sa rationalité. Que l'Autre ait toujours quelque chose à me dire, voilà l'idée qui fonde notre métier d'africaniste et qui nous réunit aujourd'hui. Le CEAN est l'une de ces aventures de la quête d'un savoir, ou plutôt de savoirs, sur cet Autre qui est aussi une partie de nous-mêmes.

---

<sup>6</sup> J. Lacouture, *La Raison de l'Autre. Montaigne, Montesquieu, Mauriac*, Bordeaux, Confluences, 2002, p.73-74.

Qu'il soit situé à Bordeaux n'est évidemment pas un hasard, étant donné l'histoire portuaire et coloniale de notre ville. Mais je crois qu'il a su au fil de ces cinquante ans dépasser cette tradition africaniste bordelaise, la subvertir en s'ouvrant à l'Afrique comme un laboratoire et en cessant de la voir comme un patrimoine.

Cette aventure du CEAN je l'ai vécu depuis trente-cinq ans, et ce temps relativement long me permet d'en souligner les transformations et le dynamisme. Car ce qui me paraît en effet caractériser cette aventure, c'est qu'elle ne s'est jamais reposée sur des acquis mais a toujours voulu aller de l'avant, renouveler ses problématiques, accompagner et décrypter l'Afrique dans toutes ses transformations. Le CEAN a connu plusieurs temps, plusieurs époques, parfois en ruptures les unes avec les autres, mais aussi souvent cumulatives. Je voudrais rapidement les évoquer.

Pendant les premières années de son existence, il fut un lieu où des enseignants ayant été coopérants en Afrique ont cherché à valoriser leur expérience, à suivre et à accompagner les constructions institutionnelles, politiques et économiques de nos anciennes colonies. Puis est venu le temps du décroisement. Il s'agissait alors de rompre les frontières du pré carré et d'aller visiter ces autres Afriques qui ne relevaient pas de notre tradition académique classique et qui rendaient plus complexes notre compréhension de cette Afrique, décidément plus riche que celle que nous proposait l'africanisme franco centré. Ce fut le temps de la découverte de la tour de Babel nigériane (Bach), des défis de l'Afrique du sud en transition (Darbon), du difficile passage à l'indépendance de l'Afrique dite lusophone (Cahen), des cheminements contrastés de l'Afrique orientale (Constantin), des reconstructions à l'œuvre dans les identités religieuses (Coulon, Otayek). Du même coup, ces nouveaux territoires nous mettaient en contact avec de nouveaux partenaires universitaires, en Grande-Bretagne, aux USA, au Portugal et bien sûr dans cette autre Afrique où nous rencontrons des institutions universitaires extraordinairement dynamiques. Quant à l'analyse des phénomènes de corruption, initiée par Jean-François Médard, elle nous permettait de réfléchir de manière originale sur des modes de gouvernement, qui, soit-dit en passant, n'avaient rien de proprement africain et entretenaient nos relations bilatérales avec nos anciennes colonies.

Toutes ces découvertes venaient bouleverser ce que l'on nous avait appris de l'Afrique, et ont abouti à l'effervescence intellectuelle qui produisit cette nouvelle façon de voir les sociétés africaines que fut la fameuse « politique par le bas », et qui donna naissance à *Politique africaine*. Je pourrais, vous vous en doutez, en parler longuement, mais le temps m'étant compté et voulant vous éviter des envolées lyriques, je me contenterai de vous renvoyer au travail méticuleux entrepris par mon collègue Comi Toulabor pour son HDR (Habilitation à diriger des recherches)<sup>7</sup> et à la nouvelle édition du livre qu'il a cosigné avec Jean-François Bayart et Achille Mbembe : *La politique par le bas en Afrique noire*.<sup>8</sup> Mais laissez moi cependant en quelques mots vous préciser qu'il ne s'est jamais s'agi de créer une « école », de définir une méthode ou une théorie, ni même un paradigme. Il faut plutôt voir dans « la politique par le bas », plus simplement, une attention, une sensibilité aux peuples et aux cultures d'Afrique et à leurs rapports ambivalents au pouvoir, une manière de montrer que le « haut » n'avait pas le monopole de l'invention du politique et que l'historicité des sociétés africaines se poursuivait, même dans les contextes politiques les plus autoritaires ou les plus conflictuels. Pas plus, ni moins. Mais beaucoup y virent à l'époque une sorte d'insolence ou d'hétérodoxie venant des « cadets sociaux » de l'africanisme, une irrévérence envers les traditions académiques établies, et c'est d'ailleurs exactement ce que nous cherchions ; d'où, soit dit en passant, les difficultés que nous avons rencontrées lors de la création de notre revue, *Politique africaine*, qui n'aurait jamais existé sans le pari audacieux que firent les Editions Karthala de se lancer dans l'aventure.

Mais quelles que soient les critiques que l'on peut formuler envers cette approche, je veux souligner qu'elle a conduit à deux ouvertures qui sont, me semble-t-il, des acquis essentiels de l'africanisme. D'abord, l'interdisciplinarité, dans la mesure où l'étude de la politique « par le bas » impliquait que l'on s'intéressât à d'autres objets que ceux qui étaient traditionnellement ceux de la science politique (ce que D.C. Martin a appelé les OPNI : objets politiques

---

<sup>7</sup> C.M.Toulabor, *L'Aventure de Politique africaine., ou l'histoire d'une revue mas comme les autres*, Mémoire HDR, IEP de Paris, 2002.

<sup>8</sup> J.-F. Bayart, A.Mbembe, C. Toulabor, *La politique par le bas. Nouvelle édition augmentée*, Paris, Karthala, 2008.

non identifiés). Dans cette perspective, nous ne pouvions que collaborer avec les anthropologues, les spécialistes de littérature, les historiens, les géographes... et même les juristes. Ensuite, l'analyse comparative, dans la mesure où ce « bas » faisait sortir l'Afrique du ghetto de sa spécificité. La politique « par le bas » nous montrait comment les universaux de fonctionnement et de gouvernement des sociétés s'exprimaient selon des cultures, des codes, des langages dont l'expression pouvait paraître particulière, mais qui étaient toujours comparables.

Il n'est donc pas étonnant que depuis quelques années le CEAN, grâce notamment à une nouvelle génération de chercheurs (Céline Thiriot, notamment), se soit engagé résolument dans les recherches comparatives, que ces comparaisons soient conduites à l'intérieur ou hors le continent africain. En marquant nos distances envers l'analyse quelquefois réductionniste des aires culturelles, nous avons compris que la scène africaine avait des résonances ailleurs et inversement, y compris au Nord, comme le remarque René Otayek dans son livre *Identité et démocratie dans un monde global*. Et il ajoute « parce que les dynamiques de changements entrevues là ont partie liée avec des dynamiques globales qui relativisent à tous égards l'exceptionnalité africaine »<sup>9</sup>.

Le temps actuel du CEAN est donc celui du regard comparé et croisé. Mais, on l'aura compris avec la citation que je viens de faire, non seulement d'un comparatisme de face à face mais d'un comparatisme branché sur le temps mondial, articulé aux mouvements contrastés de la globalisation et dans lesquels l'Afrique est loin d'être passive. Les recherches menées ici sur les TIC, grâce en particulier aux initiatives d'Annie Cheneau-Loquay, l'illustrent fort à propos.

Enfin, et pour être complet, il me faut ajouter que marquée, visitée par toutes ces aventures, l'analyse institutionnelle reprend du poil de la bête, sous la forme de ce que l'on appelle le néo-institutionnalisme (cf les travaux de Patrick Quantin). Et je fais le pari, bien qu'étant assez ignorant en la matière, que l'analyse des politiques publiques en Afrique, dans le cadre de ce que Dominique Darbon nomme l'étude des « les sociétés projetées », est de nature à enrichir cette thématique de recherche très enracinée dans la tradition sociologique et

---

<sup>9</sup> R. Otayek, *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p.19.

politologique occidentale, et même à lui apporter encore plus d'imagination et d'originalité, c'est-à-dire finalement d'universalité. Au total, je crois que le CEAN a fait preuve d'une remarquable vitalité. Il a su patiemment, obstinément, participer à la construction d'un africanisme universel capable de dialoguer avec toutes les sciences humaines et sociales. Il est aujourd'hui partout reconnu comme une référence internationale majeure. L'Université de Bordeaux a un certain nombre de spécialités qu'il convient de conforter. Incontestablement, les études africaines sont de celles-là. D'autant qu'étudier l'Afrique maintenant me paraît plus que jamais être un impératif majeur. Pourquoi donc ?

## L'AFRIQUE MAINTENANT

Je me situerai pour l'expliquer brièvement sur deux niveaux différents : celui de notre utilité sociale, tant il me semble que l'Afrique mérite un autre traitement que celui qui lui est le plus souvent réservé, non seulement dans l'opinion mais aussi dans la sphère publique, celui des sciences sociales ensuite, tant il me paraît que les études africaines ont un rôle à jouer dans ce que l'on pourrait appeler la reconstruction des sciences humaines et sociales.

Sur le premier point, il me semble que les choses n'ont guère avancé depuis presque vingt ans. Je dis vingt ans car dans le numéro du 10<sup>e</sup> anniversaire de *Politique africaine* intitulé « L'Afrique autrement » nous dénonçons les ravages de l'afro-pessimisme, de cette vision d'une Afrique malade, famélique, irrémédiablement tribaliste, fondamentalement religieuse et réticente à la modernisation, toujours en retard d'une histoire, vision que nous nous efforcions de déconstruire. Au mieux ce type de discours euro centré, nous dit « davantage sur ce que les sociétés africaines ne sont pas (ou devraient être), et moins ce qu'elles sont », comme l'explique Achille Mbembe<sup>10</sup>. Ce qu'il y a de grave, c'est que cette vision soit proposée avec les meilleurs sentiments du monde par le haut, non seulement par les médias, mais aussi par quelques-uns de nos plus hauts responsables politiques. On imagine le risque que représenterait

---

<sup>10</sup> A. Mbembe, *De La postcolonie, op.cit.*, p 18.

une politique de recherche menée selon de tels postulats. C'est la raison pour laquelle il est plus que jamais nécessaire d'affirmer l'indépendance de la recherche et de se méfier d'une politique régie par la commande et l'immédiateté et qui n'aurait pour visée que d'analyser les causes de ce manque, qui, comme le dit encore Achille Mbembe, reléguerait les dynamiques africaines, ce qu'il appelle leur « imagination politique », dans l'incompréhensible, la pathologique et l'anormal. Je le suis moins lorsqu'il nous dit que la recherche en science sociale est déjà tombée dans ces travers, mais j'estime qu'il a raison de nous sensibiliser à ce danger. A force d'être sollicités pour commenter et étudier les malheurs et dysfonctionnements de l'Afrique, ne sommes-nous pas exposés insensiblement à nous mettre sur un terrain périlleux de nature à nous éloigner de ce qui est la vocation première de notre métier : le savoir intellectuel. Pas plus tard que la semaine dernière, j'ai reçu d'un institut d'études très en vue, la énième proposition de diriger une recherche dite « stratégique » sur la pénétration des réseaux islamistes terroristes en Afrique au sud du Sahara, comme si la seule finalité de notre travail était de parer aux peurs de l'Occident. Inutile de dire que tout ce que j'ai pu écrire depuis trente ans sur les dynamiques religieuses en Afrique dans leur complexité était ignoré et sans doute peu pertinent parce que trop compliqué et pas assez « concret », selon la logique de l'action stratégique. L'exemple vaut ce qu'il vaut, mais il nous montre que les ressorts fondamentaux scientifiques et déontologiques de notre métier ne sont que roupies de sansonnet ou élucubrations éthérées aux yeux de certaines officines de recherche qui ne font appel à notre expertise que pour expliciter et confirmer leurs peurs d'Afrique.

La finalité de nos travaux est autre. Comme le dit si bien Alain Ricard dans son beau livre sur ses voyages africains, qui nous fait découvrir, notamment, toute la richesse de la production littéraire africaine, « s'il est un besoin d'Afrique que je comprenne, c'est le besoin de connaissance »<sup>11</sup>. Or cette connaissance ne peut se gouverner selon des finalités douteuses et même fausses, ni reposer sur des mythologies éculées de l'Afrique, ou d'ailleurs.

Alors qu'il est clairement annoncé que la réforme du CNRS et de l'Université est de rendre ses institutions utiles à la société, on ne peut

---

<sup>11</sup> A. Ricard, *La Formule Bardey. Voyages africains*, Bordeaux, Confluences, 2005, p.8.

que constater qu'il y a de belles occasions ratées de mettre ces beaux propos en œuvre. Je me demande en effet à quoi nous servons, nous ici en France, qui sommes payés par la République pour mener des recherches qui visiblement ne retiennent guère l'attention de ceux qui se disent pourtant désireux de mettre sur pied une nouvelle coopération avec l'Afrique. Serions-nous une simple caution de la politique africaine de la France ?

Disant cela, je ne fais pas que commenter de manière critique un discours tristement célèbre qui a heureusement suscité débats et réactions en Afrique et en France, car cette vision d'une Afrique toujours mal partie, retardataire et malade, vision pétrie de faux bons sentiments et d'une orgueilleuse compassion, a des conséquences néfastes très concrètes, par exemple, dans le domaine humanitaire. La triste histoire de l'Arche de Zoé en est la plus accablante manifestation. Comment a-t-il été possible que des services de notre gouvernement, pourtant spécialisés dans les affaires africaines et l'action humanitaire se soient laissés bernés par une ONG si caricaturale, se lançant dans une action de commando sans la moindre formation à ce métier difficile, sans avoir consulté aucun spécialiste des problèmes du Darfour et du Tchad, sans avoir rien lu sur ces questions et ces sociétés, s'en remettant à de soi-disant « chefs traditionnels » pour se faire livrer des enfants ? On reste ahuri devant autant d'inepties, et l'on s'interroge aussi devant l'incompétence des services publics concernés, tout aussi apparemment ignorants des réalités du terrain et incapables de stopper une aventure aussi ridicule et désastreuse.

Nous avons donc de manière urgente du pain sur la planche. Il importe plus que jamais que nous parlions haut et fort. Il est temps que les patientes recherches que nous menons sur l'Afrique soient prises au sérieux. C'est cela notre utilité sociale : comprendre l'Afrique dans ses problèmes mais aussi dans sa manière d'être au monde contemporain, et non d'emboîter le pas d'une utilité immédiate dont les bases reposeraient sur des concepts valises, sur des valeurs et des finalités non suffisamment réfléchies et biaisées par une vision du devenir l'Afrique issue de la seule expérience occidentale.

C'est pour les mêmes raisons que je pense que les études africaines ne doivent pas être considérées comme des « études spécifiques », mais

qu'elles doivent au contraire être incluses dans le champ général des sciences sociales, auxquelles elles ont beaucoup à dire et à apprendre.

A l'heure en effet où l'on parle de reconstruction des sciences sociales, il me paraît plus que jamais nécessaire de placer les études africaines dans cette entreprise et non de les particulariser, de les singulariser.

De ce point de vue nos attentes et revendications peuvent sembler contradictoires : d'une part nous cherchons à être reconnus comme des « spécialistes », de l'autre nous revendiquons un universalisme scientifique et refusons la marginalité dans laquelle on nous cantonne quelquefois. La contradiction n'est qu'apparente, car ce qu'il faut retenir, à mon avis, de l'expérience africaniste – mais on pourrait bien entendu dire la même chose des études sur d'autres parties du monde – c'est que l'on ne peut monter en généralités et en comparaison sans une longue et profonde implication dans des études monographiques. Il y a un aller-retour nécessaire entre ces deux niveaux. Ainsi que le remarque Maurice Godelier dans son dernier ouvrage *Au fondement des sciences sociales*<sup>12</sup>, il est nécessaire de « comprendre pour comparer et de comparer pour comprendre ». Ce travail d'aller-retour est nécessaire parce que sans lui les sciences sociales demeurent « provinciales » et leur prétention à l'universalité est biaisée, et que dans ces conditions, comme le dit le philosophe Michel Serres – un autre Aquitain – l'universalisme n'est que du « local enflé », ce qui est hélas le cas de certaines écoles de sciences sociales qui n'ont pour seul point de mire que l'Occident. Mais, ajoute Godelier, cet exercice est non seulement nécessaire mais possible « par ce que l'altérité des autres est toujours relative, parce que ce que les hommes ont inventé pour donner sens à leur existence sociale, d'autres hommes peuvent le comprendre, quand bien même ils ne sont pas prêts à reprendre à leur compte ces façons de penser et d'agir, parce que, enfin, toutes les constructions culturelles du monde, des autres et de soi, constituent autant de réponses particulières, différentes, voire divergentes, à des interrogations existentielles que tous les sociétés se posent ou se sont posées et qui, elles, sont semblables et convergentes<sup>13</sup> ».

<sup>12</sup> M. Godelier, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*. Paris, Albin Michel, 2007.

<sup>13</sup> *Ibid.* p.54.

Ces enseignements, il les a tirés non de spéculations de cabinet, mais de sa propre recherche sur les structures de parenté. Partant d'un travail de terrain sur les Baruya de Nouvelle-Guinée, il a dans un deuxième temps entrepris une recherche sur une vingtaine de sociétés d'Océanie, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, puis est retourné à ses Baruya, pour conclure que finalement les rapports de parenté ne fournissaient pas une base suffisante pour en faire des sociétés, faisant ainsi voler en éclat une « évidence » de l'anthropologie, le fait qu'il existerait des *kin-based societies*, ce qui a aussi abouti, écrit-il, à ouvrir à d'autres fronts de recherches, en particulier sur les rapports politico-religieux.

Je ne sais pas si les sociologues, économistes, historiens ou politistes africanistes ont fait voler en éclat certaines théories bien établies de leur disciplines, mais ce dont je suis sûr, c'est que le « détour » africain auquel Georges Balandier a consacré un ouvrage<sup>14</sup>, a permis de revisiter, par exemple, les théories du pouvoir et de mettre en évidence des aspects et dimensions de celui-ci que les recherches menées en Occident avaient peu pris en compte. L'Afrique, conclut Balandier, est « un gigantesque laboratoire politique »<sup>15</sup>. Qu'on se le dise dans les cercles savants de la science politique où nous apparaissions souvent comme des chercheurs exotiques, mais aussi dans certains cercles africanistes qui ne jurent que par une transitologie copiée ailleurs, comme si l'Afrique devait toujours être en transition vers des formes politiques établies sur d'autres continents, comme si elle était vouée à reproduire des modèles normatifs occidentaux.

J'avoue ne pas tellement apprécier l'appellation de « détour ». Je n'aimerai pas dans ma vie personnelle ou professionnelle être un « détour ». Mais il se peut que le détour soit aussi un espace de liberté par rapport aux savoirs établis. Laissez-moi ici évoquer la métaphore de la *talvera*, dont le poète occitan Joan Bodon (1920-1975) nous a indiqué toute la richesse :

« *Es sus la talvera qu'es la libertat/ D'auriera en auriera porta la vertat* ».

---

<sup>14</sup> .G.Balandier, *Le Détour, Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p.86.

Je traduis et soumets à votre sagacité exégétique cet enseignement :

« C'est sur la tournière qu'est la liberté/ D'une lisière à l'autre elle porte la vérité »

La *talvera*, la tournière en français, c'est l'espace du bout du champ qui permet à la charrue de tourner après chaque raie de labour. Sans la *talvera* le champ ne peut être travaillé. D'autre part, la *talvera* est un espace libre, que l'on peut ne pas cultiver, que l'on peut laisser en friche, mais sur lequel on peut aussi, sans gêner le labour, cultiver autrement ou autre chose<sup>16</sup>. Dans les vignes du Bordelais, la *talvera* – que nous appelons d'ailleurs autrement – est un espace où nous plantons des roses, de manière à égayer quelque peu l'aspect très géométrique et rigide de nos vignobles. Alors finalement, oui, la *talvera* vaut le détour. Je n'irai pas jusqu'à proclamer que les études africaines sont les roses de la recherche en sciences humaines et sociales, mais je sais à coup sûr qu'elles sont susceptibles d'en embellir le bouquet

Si donc l'Afrique est un « laboratoire » et non un lieu de manque et d'absence, alors elle doit avoir toute sa place dans les dispositifs et programmes de recherche, non pour alimenter nos compassions ou être un terrain d'application de modèles téléologiques, mais pour qu'elle enrichisse de ses expériences, de ses dynamiques, nos manuels de sciences sociales.

Et c'est pour cela que le CEAN doit continuer son développement comme, justement, « laboratoire ».

Vous aurez compris que ma défense de **l'Afrique ici et maintenant** était tentative de réponse à mes propres craintes et inquiétudes sur l'avenir des études africaines et du CEAN. Je crois que mes collègues ont ce même sentiment et s'interrogent sur l'avenir de leur institution. Ils le font sans esprit polémique, et sans volonté de jouer les empêcheurs de danser en rond, mais avec ce sentiment de ne pas toujours être compris dans leur souci de défendre l'épaisseur de leur savoir dans le cadre de nos institutions universitaires. J'ai voulu être

---

<sup>16</sup> Sur ce concept de *talvera*, voir le livre d'Yvon Bordet, *L'Espace de l'autogestion*, Paris, Editions Galilée, 1978.

leur porte-parole, à ma façon, à ma manière gasconne, peut-être excessive, mais, je le souhaite, positive. Et si certains de mes propos ont pu paraître celles d'un homme révolté, sachez que c'est un peu selon la manière dont Marcel Camus entend son « homme révolté » : un homme qui dit non, qui s'indigne, qui refuse le salut que lui est assigné par d'autres, mais qui ne renonce pas et qui sait dire oui dès le premier mouvement, dès qu'on le prend pour un véritable interlocuteur. Un homme qui sait donc mesurer sa révolte et engager le dialogue, selon ce que Camus appelle « la pensée de midi », celle qui éclaire et non qui obscurcit. Je souhaite que cette « pensée de midi » nous aide à penser la république, et à faire vivre le CEAN. Longue vie donc au CEAN, et bon colloque.